

COLLOQUE DU PROGRAMME D'APPUI STRATEGIQUE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (PASRES)

TERMES DE REFERENCE

GOVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE Répondre aux aspirations des populations

I/ CONTEXTE

En Côte d'Ivoire, différentes réformes institutionnelles et politiques et des efforts ont été initiés par les gouvernants pour produire de la croissance, renforcer ou réhabiliter les infrastructures socio-économiques avec l'appui du programme présidentiel d'urgence (PPU) et des bailleurs de fonds.

Les indicateurs macro-économiques montrent que la Côte d'Ivoire a réussi à remettre son économie sur la voie d'une croissance forte. Les prévisions laissent même penser que ce cadre macro-économique continuera d'être solide et soutenable (PND, 2016-2020). Le scénario retenu s'appuie sur une croissance forte tirée par des investissements structurants dans les secteurs porteurs de croissance et la continuation de réformes structurelles de grande ampleur. Le taux de croissance du PIB passerait de 9,5% en 2015 à 9,8% en 2016, 8,9% en 2017, 8,8% en 2018, 8,3% en 2019 et 8,0% en 2020 (PND, 2016-2020).

Mais malgré ces performances économiques, un certain nombre de défis et de paradoxes subsistent. On peut citer entre autres : la régression de la croissance au fur et à mesure que l'on s'approche de 2020 ; les disparités régionales ; la chute des cours des matières premières ; la fluctuation des cours du carburant ; l'inflation difficile à maîtriser ; la dégradation des infrastructures économiques ; la corruption galopante [notamment dans le transport, l'accès aux services publics de base, les concours....] ; les mesures de plafonnement des budgets des EPN (30% de rétention sur les budgets) ; les difficultés à épargner et à accéder au crédit ; les pressions fiscales et l'élargissement tous azimuts de l'assiette fiscale. Le coût des produits de grande consommation comme le riz, le vivrier, l'huile, la viande, les hydrocarbures, le ciment, n'est pas entièrement maîtrisé, entraînant une baisse drastique du pouvoir d'achat, la paupérisation, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages. Le BIT vient ainsi de publier une étude (2016) qui révèle que 35% des travailleurs en Côte d'Ivoire sont pauvres. Le taux de pauvreté a atteint 47% selon l'Agence Française de Développement et le taux d'emploi informel culmine à 93,6%. Cette situation est accentuée par une faible couverture sociale et un accès difficile aux services sociaux de base comme la santé, l'éducation, le logement, la justice, etc.

La fragilité de la situation socio-économique se traduit par la recrudescence des remous sociaux (mutineries, affrontements avec des pertes de nombreuses vies humaines et dégâts matériels en milieu rural comme urbain). On assiste également à l'apparition de nouveaux phénomènes sociaux liés à la régression des valeurs morales et éthiques impliquant

particulièrement les jeunes exposés au banditisme et à de nouvelles formes de déviance tels que la cybercriminalité, l'enlèvement d'enfants, le trafic d'organes et l'apparition du phénomène des « microbes » (enfants en conflit avec la loi) et les ex-combattants. Enfin l'érosion des valeurs civiques conduit à des actes d'incivisme et des attaques récurrentes contre les symboles de l'Etat.

Les différents mécanismes, programmes et initiatives mis en place pour consolider la paix et la cohésion sociale ne semblent pas non plus avoir produit les résultats escomptés. L'on est confronté à de nombreux conflits intercommunautaires sur le foncier et à un repli identitaire ; l'Etat-nation est vécue et perçue comme une forme de nations-tribus. Le processus de DDR qui devait aboutir au désarmement et démantèlement des groupes et à la réinsertion sociale des ex-combattants semble inachevé.

Le même décalage, entre les efforts des gouvernants dans le domaine des politiques économiques et sociales et les attentes des populations, peut être constaté en matière de protection de l'environnement. En effet, la ratification de plusieurs conventions internationales traduit un intérêt pour les questions environnementales et l'engagement pour le développement durable. Conséquemment à l'adhésion à ces conventions, des documents ont été élaborés pour servir de cadre de référence des politiques environnementales. Ce sont entre autres, le Livre Blanc de 1994, le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) en 1995, le Code de l'environnement (1996), le Code de l'eau, la Nouvelle Politique Forestière, la Stratégie et le Programme National de Gestion Durable des Déchets Urbains, la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et maintenant le Plan National de Développement 2016-2020, le Livre blanc sur le littoral.

Cependant, ces réglementations sont rarement mises en œuvre et appliquées sur le terrain (Halle et Bruzon, 2006). Les atteintes à l'environnement subsistent : déforestation très avancée, détérioration du cadre de vie, changement climatique, érosion côtière, intensification de la perte d'espèces fauniques et floristiques (réduction de 35% du couvert végétal ivoirien).

Sur le plan politique, la Côte d'Ivoire a connu une succession de crises politiques et militaires qui ont fini par ébranler les fondements de la stabilité et de la cohésion nationale. La situation actuelle suggère des réformes politiques et institutionnelles mais également un repositionnement de la société civile. Cela se traduit par des défis qui se résument à travers : les partis politiques éphémères, l'absentéisme électoral, les difficultés d'alternance au niveau du pouvoir exécutif, l'absence de consensus et les difficultés à établir un dialogue politique inclusif, les crises internes des partis politiques favorisant les candidatures indépendantes et les transhumances politiques.

Dans la même veine, relativement au positionnement de la société civile, les défis sont nombreux : indépendance, neutralité, impartialité et insuffisance d'une culture citoyenne.

Enfin, la Côte d'Ivoire est confrontée à un défi sécuritaire qui doit être analysé en prenant en compte les dimensions internes mais également sous-régionales et internationales. En effet, le

pays est exposé aux menaces sécuritaires liées au terrorisme, à l'extrémisme religieux, aux trafics d'armes, de stupéfiants et à la cybercriminalité.

II/ APPROCHE CONCEPTUELLE

Les paradoxes de ce diagnostic non exhaustif de la situation politique, économique, sociale et environnementale semblent pouvoir être rattachés à une ligne de fond perceptible, à savoir la difficulté à identifier les attentes des populations et des acteurs, à déterminer les priorités et à construire un consensus autour de l'action publique et des règles de fonctionnement des sociétés. Ils sont le signe d'une vraie crise de gouvernance qui touche à la fois le principe de l'Etat-nation, et la société au-delà de l'Etat. Cette crise structurelle concerne les relations entre les individus, les espaces domestiques et les espaces publics ; elle met en cause les représentations, les valeurs, les structures, les processus, les institutions autour desquels les sociétés décident des modalités de gestion du pouvoir, de répartition des ressources publiques, d'arbitrage entre différents intérêts individuels et de groupes.

Comprendre les ressorts de ces crises multiformes suppose de sortir d'une approche de la gouvernance qui se focalise sur les procédures et la légalité mais pas suffisamment sur les processus réels qui traversent les sociétés. Elle combine mal les constructions et dynamiques institutionnelles et les vécus socio-culturels, remettant ainsi en cause la légitimité des institutions publiques et de leurs actions. La situation de la Côte d'Ivoire appelle plutôt à réinterroger profondément la « manière d'être et de faire » non seulement de l'Etat mais aussi de la société, du citoyen et les différents rapports entre eux. Elle nécessite de bâtir un projet collectif fondé sur des valeurs communes qui permet la réalisation des aspirations de tous les ivoiriens.

La ligne directrice du colloque part ainsi de la conception selon laquelle « la gouvernance est l'art de gérer les affaires publiques en les articulant à toutes les échelles de territoire, et d'exercer les pouvoirs au service du Bien commun, avec l'adhésion et sous le contrôle de ceux sur qui s'exercent ces pouvoirs » (ARGA, 2003). Une telle conception, tout en n'occultant pas la dimension institutionnelle et procédurale de la gouvernance, remet au cœur du débat sa dimension substantielle et processuelle souvent sous-valorisée. Elle réinterroge la légitimité des processus de décision publique, la responsabilité de l'ensemble des acteurs, les réponses aux aspirations matérielles et immatérielles des populations.

III/ ENJEUX ET DEFIS MAJEURS DE LA GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE

Le contexte sus-présenté démontre l'ampleur des difficultés auxquelles la Côte d'Ivoire est confrontée et l'urgence des réponses à y apporter. Il est alors nécessaire de déterminer les enjeux et défis majeurs à relever ainsi que les thèmes prioritaires qui constitueront l'objet du colloque.

- **Enjeux**

1. Renforcement de la démocratie en Côte d'Ivoire
2. Parachèvement du processus de réconciliation nationale
3. Consolidation de la cohésion nationale
4. Réduction des inégalités et meilleure répartition des fruits de la croissance
5. Restauration de l'éthique et des valeurs
6. Approfondissement du processus de décentralisation et du développement territorial

- **Défis**

1. Processus électoral transparent et inclusif en 2020
2. Nouvelles formes de menaces à la paix et à la sécurité
3. Chômage et emploi des jeunes
4. Corruption endémique
5. Pauvreté et cherté de la vie
6. Conflits fonciers
7. Protection de l'environnement et du cadre de vie

- **Thèmes prioritaires**

1. Croissance économique, cherté de la vie et redistribution équitable des richesses
2. Chômage, emploi et insertion sociale
3. Ethique, Civisme et Valeurs
4. Modalité d'accès, de répartition et d'exercice du pouvoir
5. Accès, gestion et qualité du service public
6. Foncier

IV/ OBJECTIFS

- **GENERAL**

- Faire un diagnostic participatif de la gouvernance en Côte d'Ivoire et élaborer des propositions collectives.

- **SPECIFIQUES**

- Faire un état des lieux du contexte ivoirien en termes de gouvernance
- Identifier les attentes des acteurs en termes de gouvernance
- Collecter les expériences réussies et bonnes pratiques en matière de gouvernance
- Construire collectivement des propositions d'amélioration de la gouvernance
- Inscrire les questions de gouvernance au cœur de la recherche scientifique

V/ RESULTATS

- Les sources de la crise de la gouvernance sont déclinées
- Les enjeux et défis majeurs de gouvernance sont identifiés
- Des leviers de changement et des stratégies de mise en œuvre des propositions sont adoptés
- Des pistes de recherche scientifique en appui avec le PASRES sont dégagées

VI/ PRODUITS ATTENDUS

- Des recommandations sont arrêtées
- Une déclaration du colloque est adoptée
- Un comité de suivi multi-acteurs est mis en place
- Les actes du colloque sont publiés

VII/ METHODOLOGIE

Le processus d'organisation du colloque est marqué par son caractère transversal étroitement dépendant de la complexité de son objet qui est la gouvernance. Partant, l'approche méthodologique est fondée sur une conception holistique de la gouvernance conçue comme l'articulation totale au sein d'un territoire de 4 paramètres : **des acteurs divers** (élus, administration, jeunes, femmes, agriculteurs, éleveurs, etc.), **des secteurs ou thèmes fortement liés** (éducation, santé, économie, culture, etc.), **des échelles territoriales interdépendantes** (du local au mondial) **et des principes de gouvernance combinés** (transparence, participation, responsabilité, reddition de comptes).

L'objectif méthodologique est de construire une intelligence collective de la gouvernance. Il ne s'agit pas, à travers le colloque, de superposer les points de vue des diverses catégories d'acteurs. Pour les participants, construire une intelligence collective de la gouvernance consistera plutôt à dépasser les attentes et intérêts catégoriels pour identifier des défis communs à relever, définir des objectifs partagés et auxquels chaque catégorie d'acteurs peut librement contribuer, et bâtir des mécanismes, dispositifs et outils de gouvernance transparents et ouverts.

Aussi, la méthodologie est guidée par un souci majeur : éviter de reprendre pendant le colloque l'état des lieux de la situation nationale que le travail préparatoire préalable aura permis de réaliser et qui sera exposé dans un document introductif. La rencontre ne sera utile et efficace que si elle apporte une plus-value en termes de formulation de propositions et, surtout, de stratégies de mise en œuvre desdites propositions.

Sous réserve de ces observations, la préparation et l'organisation du colloque se dérouleront en 6 étapes.

i. Formation à la méthodologie et aux outils (3 jours)

L'ARGA met à la disposition du PASRES une méthodologie et des outils qu'elle a créés depuis une quinzaine d'années et permettant de préparer et construire les contenus, animer le colloque et produire les rapports et synthèses. Un atelier animé par l'ARGA formera l'équipe chargée de la préparation scientifique du colloque.

ii. Revue documentaire (2 semaines)

La rédaction des notes introductives est précédée d'une revue documentaire sur la gouvernance en Côte d'Ivoire, sur les thèmes prioritaires du colloque en particulier. L'équipe formée dans la première étape procédera à la collecte des documents les plus significatifs qui sont au fur et à mesure rassemblés et indexés dans une base de données (celle de l'ARGA pourra héberger les données liées au colloque). La revue concerne aussi bien des documents de politique publique que des travaux de recherche, de séminaires, colloques, etc.

iii. Travail de terrain (3 semaines)

La phase de terrain comporte deux volets et se déroule sur l'ensemble du territoire : des entretiens avec des acteurs, publics et privés, sur la base d'un guide d'entretien d'une part, et une collecte d'expériences et de bonnes pratiques en lien avec les thèmes prioritaires identifiés, d'autre part. Les fiches d'entretien et d'expérience sont progressivement indexées et intégrées à la base de données dédiée.

iv. Analyse transversale (3 jours)

L'ensemble des matériaux collectés pendant les deuxième et troisième phases font l'objet d'un atelier d'analyse transversale dont la finalité est de rédiger un dossier thématique comprenant la note introductive générale du colloque et les notes de cadrage de chaque atelier qui seront envoyées aux participants deux semaines avant l'évènement. Les notes de cadrage préciseront les questions majeures posées par le thème, les expériences les plus significatives collectées et les propositions identifiées lors de la revue documentaire et de la phase de terrain.

v. Identification des participants

L'identification des participants, au nombre de 105 environ, s'effectue au fur et à mesure de la préparation du colloque. Leur choix est déterminé par deux critères : la légitimité et la représentativité. Si la légitimité est basée sur la réputation (expérience, compétence,...), la représentativité sera assurée par la présence de toutes les catégories socioprofessionnelles et, dans toute la mesure du possible, de l'ensemble des régions de la Côte-d'Ivoire.

Chaque atelier devra compter au moins un représentant de chacune des 13 catégories socio-professionnelles suivantes :

- États et institutions publiques (fonctionnaires d'État, militaires, fonctionnaires locaux) ;

- Secteur privé (chefs d'entreprise; organisations patronales,...) ;
- Chercheurs, universités et think-tanks ;
- Chefs traditionnels, coutumiers, religieux ;
- Producteurs ruraux (agriculteurs, éleveurs...) ;
- Médias, communicateurs et acteurs culturels ;
- Jeunes ;
- Femmes ;
- Organisations professionnelles ;
- Élus locaux et collectivités locales ;
- Organisations d'intégration régionale ;
- Partis politiques ;
- Acteurs de développement (ONG, partenaires de la coopération au développement...).

vi. Tenue du colloque (3 jours)

- **Animation, méthodologie, outils**

Le colloque alternera sessions plénières et sessions thématiques en ateliers (13 à 15 personnes). Les ateliers sont guidés par les notes de cadrage décrites au point iv. Les participants compléteront et débattront les questions majeures du thème et consacreront l'essentiel de leurs travaux à la formulation de propositions collectives. Un canevas harmonisé des propositions leur sera fourni (identification de la proposition, déclinaison des forces et faiblesses, stratégie de mise en œuvre, rôle et responsabilité de chaque catégorie d'acteur dans la mise en œuvre de la proposition, etc...).

L'équipe formée pendant la première phase est répartie dans les ateliers et procède aux prises de notes à partir de l'outil cartographique DESMODO développé par l'ARGA pour la collecte, le croisement de données et le rapportage afin de faciliter la rédaction des rapports et synthèses.

Les rapports des ateliers thématiques sont présentés et discutés en plénière et font l'objet d'une synthèse générale de laquelle sont extraites les recommandations. Parallèlement aux travaux, une équipe restreinte préparera la Déclaration finale du colloque.

- **Agenda**

Jour 1 :

Matinée : - Plénière : Cérémonie d'ouverture
- Plénière de présentation du colloque et des travaux d'atelier

Après-midi : Ateliers

Jour 2 : Ateliers

Jour 3 :

Matinée : Plénière : Restitution des travaux en atelier et discussions

Après-midi : - Plénière : Synthèse générale et recommandations

- Plénière : Cérémonie de clôture (Déclaration finale et allocutions)